

CRISE DE L'ÉDUCATION AU CAMEROUN : 3 500 recrutements contestés, 8 400 Enseignants perdus et 117 milliards de FCFA en volés

P.2

Monde Professionnel

Travail - Formation - Emploi - Métiers - Techniques

www.mondeprofessionnel.press

G-LAURENTINE ASSIGA

« La Coupe du monde de la presse culturelle est effectivement un festival »



P.10

Récepissé N° 97/RDDJ/J06/BASC
N° 171 - 12 FÉVRIER 2026

500 FCFA

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
DIEUDONNE KENGNE

TÉL. : +(237) 699 39 81 01/670 71 52 76

E-MAIL : mondeprofessionnel2018@yahoo.com

FÊTE DE LA JEUNESSE 2026

Les promesses d'insertion professionnelle de Paul Biya



À l'occasion de la 60^e édition de la Fête de la Jeunesse, le Président de la République recentre son message sur l'emploi, la formation et l'entrepreneuriat comme réponses au chômage persistant des jeunes. Les réactions des jeunes. PP 6-9

A LIRE AUSSI...

SCANNING AU PAD

Cyrus Ngo'o privilégie une synergie entre la Sgs et Transatlantic D

P. 5

MÉRITE PROFESSIONNEL

200 Agents du Minfi décorés

P. 12

COMPÉTITIVITÉ DES PME

Cca-Bank s'appuie sur le crédit-bail pour moderniser de l'outil productif en 2026

P. 5

ELECTIONS SOCIALES 2026

La Cstc et l'Ugtc contestent les résultats, malgré leurs classements honorables

P. 3



■ CRISE DE L'ÉDUCATION AU CAMEROUN

3 500 recrutements contestés, 8 400 Enseignants perdus et 117 milliards de FCFA en volés

Le Collectif des organisations des Enseignants du Cameroun (Corec) dénonce une politique de recrutement qu'il juge inefficace et appelle à une réforme urgente pour stopper l'hémorragie des compétences et sauver l'école publique.

Le Corec, a rendu public un communiqué d'alerte après la décision gouvernementale annonçant un recrutement spécial de 3 500 Enseignants. Si la mesure a d'abord été perçue comme un signal d'anticipation des besoins futurs, l'organisation syndicale parle désormais d'un mirage administratif. Selon sa cellule de veille, cette politique relève d'« une illusion d'optique politique et d'un leurre stratégique inopérant face à la cinétique de la crise actuelle ».

Cette prise de position intervient dans un contexte où plusieurs rapports internationaux, notamment ceux de l'Unesco et de la Banque mondiale, classent le Cameroun parmi les pays confrontés à un déficit croissant d'Enseignants qualifiés, aggravé par la migration des compétences vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Le premier reproche du Corec concerne la lenteur des effets attendus. « La ventilation des places 1 400 pour le premier cycle opérationnel en trois ou cinq ans contre seulement 1 100 pour le second cycle en deux ans prouve que l'effet escompté est dangereusement différé », souligne le communiqué.

Plus inquiétant encore, le collectif rappelle que l'administration peine déjà à intégrer les Enseignants formés. « Comment croire en de nouveaux flux quand l'administration ne prend pas en charge le stock existant », interroge l'organisation, révélant que « plus de 1 100 lauréats de la promotion 2024 attendent toujours leurs décrets d'intégration en ce début 2026 ». Une situation qui, selon plusieurs observateurs du système éducatif, alimente la démotivation et pousse de nombreux jeunes diplômés à



chercher des opportunités hors du pays.

L'école face à l'aspiration migratoire

Le Corec met en garde contre ce qu'il qualifie de faute économique majeure. « En l'absence de mécanismes de rétention, 80 pour cent des futures recrues seront aspirées par les dispositifs migratoires prédateurs », affirme le communiqué, évoquant les programmes d'immigration ciblant les enseignants et diplômés africains. Les données publiées par des plateformes spécialisées en mobilité internationale confirment une hausse constante des départs d'enseignants camerounais vers le Canada, l'Europe et certains pays du Golfe.

Pour le collectif, « le Cameroun agit désormais comme le centre de formation gratuit de l'Occident ». Cette réalité transforme l'école nationale en simple étape de transit au lieu d'un socle de développement durable. Le rapport Phénix du Snaes 2026, cité par le Corec, révèle qu'entre 2022 et 2025, « le Cameroun a perdu 8 400 Enseignants formés, soit une perte sèche de 117 milliards de FCFA ». Le coût unitaire de formation est estimé à 14 millions de FCFA par Enseignant.

Pour le collectif, cette somme aurait permis de financer une politique de fidélisation et d'amélioration des conditions de travail. « Persister dans le recrutement sans fidélisation est

une dilapidation insoutenable de la fortune publique », martèle l'organisation. Elle interpelle directement les élus locaux et nationaux en rappelant que « la décentralisation ne peut s'opérer dans un désert intellectuel » et que le seuil recommandé de 4 à 7 pour cent du Pib consacré à l'éducation reste hors d'atteinte.

Pour le collectif, « le Cameroun agit désormais comme le centre de forma- tion gratuit de l'Occident ». Cette réalité transforme l'école nationale en simple étape de transit au lieu d'un socle de dével- op- pement durable.

Face à l'urgence, le Corec exige la mise en œuvre préalable de sept mesures structurantes avant tout nouveau recrutement. Il s'agit notamment de la convocation d'un Forum national de l'éducation, de la signature d'un statut spécial de l'enseignant, de la régularisation des travailleurs des parents et de la protection effective de la liberté syndicale conformément aux conventions internationales ratifiées par le Cameroun.

Le collectif rappelle avoir déjà alerté les autorités par des notifications officielles en mars et août 2025, restées sans réponse à la hauteur des enjeux. Il annonce la tenue prochaine d'une Assise stratégique nationale pour décider des « mesures légales qui s'imposent pour la sauvegarde de l'école républicaine ». Le message est sans équivoque et résonne comme un mot d'ordre. « L'école camerounaise ne sera pas la salle d'attente de l'émigration ». Une formule qui résume la gravité d'une crise désormais chiffrée, documentée et portée sur la place publique.

Ange Pouamoun

Monde Professionnel

Édité par
Le Localier Sarl

Récépissé
N° 97/RDDJ/J06/BASC
Tél. : + (237) 699 39 81 01
+ (237) 670 71 52 76
BP : 3389 Ydé

E-mail:mondeprofessionnel2018@yahoo.com

Siège
Yaoundé-Emombo

Directeur de la publication
Rédacteur-en-Chef
Dieudonné Kengne

Rédaction centrale
Benjamin Tassé
Kengne Taahla
Arthur Mballa
Bomo Makeba
Gladys Massigang
Ange Pouamoun
Michel Nonga
Nancy Ngo Tjek
Laurentin Alima

Infographie
Bienvenu Avodo

Distribution
Ça Presse

Impression
Le Localier Sarl
699 39 81 01

ELECTIONS SOCIALES 2026

La Cstc et l'Ugtc contestent les résultats, malgré leurs classements honorables

La proclamation officielle des résultats des élections des Délégués du Personnel consacre la Cstc en tête, mais déclenche une fronde syndicale menée par elle et l'Ugtc qui réclame la vérité des urnes et met en cause la plateforme numérique Piges.

La publication de l'arrêté ministériel portant classement national des confédérations syndicales à l'issue des élections des Délégués du Personnel du 13 janvier 2026 marque un tournant majeur dans la vie syndicale camerounaise. Signé par le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (Mintss), Grégoire Owona, le texte s'appuie sur l'exploitation des procès-verbaux transmis à la Commission mixte nationale conformément au Code du travail et à l'arrêté du 1er octobre 2025 fixant les modalités du scrutin.

Selon les chiffres officiels, 5 264 Délégués du Personnel ont été comptabilisés à l'échelle nationale. La Confédération syndicale des Travailleurs du Cameroun arrive en tête avec 1 204 Délégués soit 22,88 %, suivie par la Confédération des syndicats autonomes du Cameroun avec 1 024 Délégués soit 19,46 %, puis par l'Union générale des Travailleurs du Cameroun avec 966 Délégués soit 18,36 %. L'Union des syndicats libres du Cameroun enregistre 828 Délégués soit 15,73 %, tandis que la Confédération Entente totalise 450 Délégués soit 8,55 %. Les autres organisations complètent la cartographie nationale, consacrant une concentration de plus de 76 % des suffrages autour de quatre grandes confédérations.

Le gouvernement défend la crédibilité du scrutin numérique

Face aux critiques, le Ministre Grégoire Owona défend la régularité du processus électoral lors d'un point de presse au ministère du Travail et de la Sécurité sociale. « Ces élections se sont déroulées de manière régulière, transparente et apaisée », affirme-t-il devant les professionnels des médias. Il met en avant la Plateforme in-



formatique de gestion des élections sociales comme innovation majeure. « La principale innovation de cette édition réside dans la digitalisation complète du processus électoral à travers la plateforme Piges », déclare le Ministre, évoquant la constitution des listes électorales, la réception des candidatures, le suivi du vote et la production rapide des résultats.

Tout en défendant la crédibilité du scrutin, il reconnaît la nécessité d'améliorer le dispositif. « Le Gouvernement reste ouvert à toute proposition constructive visant à améliorer les prochaines échéances électorales », conclut-il.

Entre innovation technologique et bras de fer social

La contestation la plus ferme est venue de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (Ugtc). Réunis à Yaoundé, ses responsables ont dénoncé ce qu'ils qualifient de résultats partiels issus de la plateforme Piges. Son porte-parole, Isaac Bissala, a déclaré que « les résultats publiés par le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (Mintss) ne reflètent pas la réalité du scrutin, car toutes les données n'ont pas été intégrées dans la plateforme informatique ».

Selon l'Ugtc, la réforme numérique a été introduite sans ga-



rantes suffisantes d'accessibilité et de fiabilité dans un contexte marqué par les coupures d'électricité et la faible couverture Internet dans plusieurs régions. « Près d'un quart des propositions des confédérations a été rejeté, alors qu'elles visaient à garantir des élections fiables et transparentes », déplore Isaac Bissala.

La centrale syndicale affirme avoir recensé 1 315 Délégués contre les 966 attribués officiellement par l'arrêté ministériel. Elle demande un délai supplémentaire pour intégrer les résultats manquants avant toute proclamation définitive.

Même sons de cloche à la Cstc où le score de 2 204 Délégués du Personnel est également contesté. Selon Abraham Baboulé son Président confédéral, une centaine de procès-verbaux dûment remplis n'ont pas été pris en compte, malgré les revendications y afférentes. Bien plus, de nombreux Délégués élus sous la bannière de la Cstc ont été attribués à d'autres confédérations, etc.

Sur le terrain, plusieurs syndicats évoquent des dysfonctionnements liés à l'organisation du scrutin. Beaucoup d'Employeurs auraient organisé des élections avec des candidats indépendants en invoquant des

carences syndicales, une pratique jugée contraire à la Convention 87 de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale. « Certains employeurs ont refusé nos listes de candidats, d'autres les ont acceptées pour ensuite transformer nos représentants en indépendants », affirme Isaac Bissala.

Le jour du scrutin, plusieurs entreprises n'ont pas organisé les élections ou les ont reportées sans autorisation administrative. Les commissions mixtes régionales et nationale ont travaillé sur des procès-verbaux partiels, alimentant la controverse sur la fiabilité des chiffres.

Au-delà des statistiques, ces élections constituent un baromètre décisif de la représentativité syndicale et influencent directement les futures négociations sociales. Entre victoire officielle et contestation ouverte de la Cstc et de l'Ugtc, le scrutin social de 2026 ouvre une nouvelle phase du dialogue social camerounais, où modernisation numérique, respect des normes internationales du travail et confiance des partenaires sociaux devront avancer ensemble pour éviter que l'innovation ne devienne un nouveau foyer de tensions.

A. P.

Entre victoire officielle et contestation ouverte de la Cstc et de l'Ugtc, le scrutin social de 2026 ouvre une nouvelle phase du dialogue social camerounais, où modernisation numérique, respect des normes internationales du travail et confiance des partenaires sociaux devront avancer ensemble pour éviter que l'innovation ne devienne un nouveau foyer de tensions.

AGRICULTURE BIO

Un incubateur d'emplois durables

La conférence du Pcac et du Conseil économique et social met en lumière les acquis, les opportunités d'investissements et le potentiel de création d'emplois dans l'agriculture biologique et l'agroécologie au Cameroun.

Le Centre Jean XXIII de Mvolyé, de Yaoundé, a été le cadre d'une conférence de presse organisée hier, lundi 09 février 2026, par le Pôle de connaissances pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique centrale (Pcac) en partenariat avec le Conseil économique et social (Ces). L'événement a réuni des Experts, des Opérateurs économiques, des Journalistes et des représentants des institutions publiques.

Dans son allocution, Dr Jean-Blaise Kenmogne, Coordonnateur du Pcac, a rappelé que « depuis le lancement du Pcac, nous avons collecté, validé et diffusé 83 produits de connaissances et formé 1 388 multiplicateurs de savoir, dont 666 femmes leaders, sur l'ensemble du territoire ». Il a insisté sur la portée transformante de ces actions : elles permettent de professionnaliser les exploitations agricoles et d'en faire de véritables entreprises durables et compétitives. Le Pcac s'inscrit ainsi dans la dynamique continentale du Centre de connaissances pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique (Kcoa), soutenu par la Coopération allemande et la GIZ, qui vise à créer un écosystème de savoirs partagés pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de changement climatique.

Le bio, levier stratégique d'emplois et d'investissements



L'événement a mis en lumière le potentiel économique et social de l'agriculture biologique au Cameroun. Selon Dr Kenmogne, « investir dans les intrants biologiques, la transformation, la distribution ou la certification, c'est investir dans la santé des populations, la résilience face au changement climatique, la création d'emplois durables et la compétitivité future de notre économie agricole ». Les niches d'opportunités sont nombreuses : production industrielle d'engrais biologiques, transformation et conditionnement des produits bio, services de certification, circuits de distribution et commerce local ou export. Les Experts présents ont souligné que le secteur pourrait générer des milliers d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes, tout en favorisant une agriculture résiliente face au changement climatique et respectueuse de l'environnement.

Zacharie Ngoumbe, Secrétaire général du Ces, a détaillé le rôle clé des institutions dans la structuration de la filière. « La complémentarité entre la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce

Le message du consortium est clair : l'agriculture biologique n'est pas seulement une pratique durable, mais un véritable moteur de croissance économique, d'emplois pour les jeunes et les femmes, et de transition écologique.

et le Conseil économique et social constitue un pilier essentiel pour bâtir une chaîne de valeur de l'agriculture biologique compétitive, inclusive, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement », a-t-il expliqué.

La Chambre d'Agriculture accompagne les producteurs dans l'adoption des pratiques agroécologiques et la certification biologique, facilite l'accès aux marchés et soutient l'installation des jeunes et des femmes en agriculture. La Chambre de Commerce intervient en aval pour structurer les circuits commerciaux, encourager l'investissement dans la transformation et la commercialisation, et promouvoir les entreprises vertes. Le Ces agit comme catalyseur en analysant les politiques publiques, en formulant des recommandations et en veillant à l'intégration de la dimension emploi des jeunes, genre et climat dans les stratégies sectorielles.

La conférence a également insisté sur l'importance du rôle des médias et des opérateurs économiques. « Vous êtes appelés à devenir les relais pédagogiques de nos acquis, à mettre en lumière

les success stories et à informer les citoyens sur leurs droits et sur la qualité des produits », a déclaré le Dr Kenmogne. La mobilisation des médias est essentielle pour sensibiliser le public et valoriser les opportunités d'emplois et d'affaires dans le bio. Les investisseurs ont été encouragés à s'engager dans le secteur, soutenus par l'expertise du Pcac et un cadre réglementaire favorable. Selon les intervenants, chaque franc investi dans le bio devient un investissement pour la vie, la santé, la durabilité écologique et la création d'emplois durables.

Vers une économie verte

La conférence a ainsi consolidé les acquis du Pcac et ouvert des perspectives concrètes pour le développement de l'agriculture biologique au Cameroun. Le message du consortium est clair : l'agriculture biologique n'est pas seulement une pratique durable, mais un véritable moteur de croissance économique, d'emplois pour les jeunes et les femmes, et de transition écologique. Le Ces et les chambres consiliaires ont réaffirmé leur engagement à soutenir la structuration de la chaîne de valeur et à renforcer les mécanismes de financement et de formation, essentiels pour assurer la compétitivité des acteurs et l'essor du secteur sur les marchés nationaux et internationaux. La conférence de presse de Yaoundé marque ainsi un tournant décisif vers la professionnalisation de l'agriculture biologique et la création d'emplois verts à grande échelle au Cameroun.

Ange Pouamoun

SCANNING AU PAD

Cyrus Ngo'o privilégie une synergie entre la Sgs et Transatlantic D

Après la réunion stratégique du 3 février, le Port autonome de Douala s'oriente vers une collaboration inédite entre la multinationale SGS et l'opérateur local Transatlantic D. SA. En dépit des tensions contractuelles, cette ouverture vise à stabiliser les flux tout en préservant l'ambition de souveraineté portée par le PAD.

L'actualité au Port autonome de Douala (PAD) connaît un tournant majeur après la concertation du 3 février 2026. Malgré l'arbitrage de la Primature en faveur du maintien de la Société Générale de Surveillance (SGS) jusqu'en 2032, la direction du PAD, fidèle à sa ligne de défense de l'expertise nationale, a ouvert la voie à une synergie opérationnelle. Ce rapprochement, loin d'être un simple

retour au statu quo, vise à intégrer l'infrastructure de Transatlantic D. SA dans un dispositif hybride de contrôle.

La séance de travail initiée par Cyrus Ngo'o a permis d'explorer l'hypothèse d'une collaboration technique entre le partenaire historique (SGS) et le nouvel entrant camerounais (Transatlantic D). Le PAD, s'appuyant sur son autonomie de gestion conférée par le décret de 2019, entend subordonner la présence de la multinationale suisse à de nouvelles exigences opérationnelles. Il s'agit notamment de l'interconnexion des systèmes et de l'optimisation des redevances, dont la répartition passée était jugée défavorable aux intérêts de l'Etat (moins de 15 % reversés à la nation selon certaines analyses sectorielles).

Les enjeux d'un scanning 100 % localisé

L'offensive du Pad en faveur de Transatlantic D. SA repose sur un bilan critique



En maintenant Transatlantic au cœur du dispositif, le Pad réaffirme sa volonté de passer à un scanning systématique des marchandises, gage de sécurité et de maximisation des recettes douanières.

des dix dernières années. Les autorités portuaires pointent des retards structurels dans l'installation des scanners par la SGS et une couverture incomplète des flux. En maintenant Transatlantic au cœur du dispositif, le Pad réaffirme sa volonté de passer à un scanning systématique des marchandises, gage de sécurité et de maximisation des recettes douanières.

curité et de maximisation des recettes douanières. Cette transition vise à corriger les « zones d'ombre » techniques qui auraient occasionné des pertes de revenus significatives pour le Trésor public.

Stabilisation du climat des affaires

La volonté affichée par le PAD de travailler aux côtés de la SGS, sous réserve d'un recadrage contractuel, apporte une première réponse à l'incertitude qui paralyse les terminaux depuis janvier. Pour les acteurs du commerce extérieur, cette perspective de cohabitation devrait lever les blocages logistiques observés. Le défi immédiat reste l'harmonisation des agendas : la SGS conditionne sa reprise à un strict respect des directives de la Primature, tandis que le PAD privilégie une intégration de Transatlantic pour garantir la souveraineté technologique à long terme de la place portuaire.

J.E.B

COMPÉTITIVITÉ DES PME

Cca-Bank s'appuie sur le crédit-bail pour moderniser de l'outil productif en 2026

Cca-Bank inaugure l'année 2026 avec le lancement d'une solution innovante de crédit-bail destinée aux entreprises. Ce nouveau produit financier vise à moderniser l'outil productif national sans affaiblir la trésorerie des opérateurs. En facilitant l'acquisition d'équipements stratégiques, l'institution renforce la compétitivité du secteur privé et soutient la création de valeur ajoutée.

Le 29 janvier 2026, Cca-Bank a franchi une étape stratégique avec le lancement officiel de son offre de crédit-bail (leasing). Cet acte structurant, formalisé à Douala, vise à renforcer les capacités opérationnelles des entreprises camerounaises par un accès simplifié aux actifs productifs.

**Un mécanisme de financement de la croissance**

La nouvelle solution de leasing s'adresse spécifiquement aux segments professionnels et corporate. Le modèle repose sur le préfinancement par la banque de biens d'équipement, de flottes de véhicules ou d'outils de production, mis à disposition du client avec une option d'achat au terme du contrat.

de véhicules ou d'outils de production, mis à disposition du client avec une option d'achat au terme du contrat. Ce dispositif permet aux entreprises de moderniser leur infrastructure sans mobiliser immédiatement leur trésorerie, préservant ainsi leur fonds de roulement pour d'autres besoins opérationnels. Pour la direction générale de l'institution, le crédit-bail dépasse le cadre du simple crédit bancaire. Il constitue un outil de structuration des chaînes de valeur. En facilitant l'acquisition d'actifs stratégiques, Cca-Bank soutient la productivité et la compétitivité des opérateurs économiques locaux. Cette démarche s'inscrit dans une volonté d'accompagner des projets structurants capables de générer une valeur ajoutée accrue au sein de l'économie nationale.

Dynamique institutionnelle et perspectives

Ce lancement témoigne de l'évolution de Cca-Bank depuis sa transformation en banque universelle en 2018. En diversifiant ses instruments financiers, l'établissement se positionne comme un partenaire clé du secteur productif. L'accueil favorable des investisseurs et entrepreneurs lors de la présentation du produit souligne une demande réelle pour des solutions de financement flexibles et adaptées aux réalités du marché camerounais en ce début d'année 2026.

Joanne Esther Bekouma

FÊTE DE LA JEUNESSE 2026

Les promesses d'insertion professionnelle de Paul Biya

À l'occasion de la 60e édition de la Fête de la Jeunesse, le Président de la République recentre son message sur l'emploi, la formation et l'entrepreneuriat comme réponses au chômage persistant des jeunes. Les réactions des jeunes.

Rien de surprenant ! Le discours du Président de la République à l'occasion de la 60e édition de la Fête de la Jeunesse, le 10 février 2026, une fois encore met en avant les préoccupations sociales et professionnelles des jeunes. Paul Biya reconnaît la gravité de la situation que traverse une grande partie de cette population. « Elles concernent vos difficultés, vos frustrations, vos peurs et vos angoisses, mais également vos espoirs, vos attentes et vos légitimes aspirations », déclare-t-il d'entrée de jeu.

Dans un contexte marqué par un chômage structurel et un sous-emploi massif, notamment chez les jeunes diplômés, le Chef de l'État veut rassurer sur l'engagement des pouvoirs publics. « Je n'ai jamais cessé, et je ne cesserai jamais, de me soucier de vous », insiste-t-il, affirmant que l'action gouvernementale vise désormais des réponses concrètes et mesurables.

Le Président de la République fait clairement de l'insertion professionnelle une priorité de son nouveau mandat. « Votre insertion dans le marché du travail sera l'un des principaux chantiers de ce septennat », annonce-t-il. Cette orientation s'appuie sur le Plan spécial de promotion de l'emploi des jeunes, récemment dévoilé par le gouvernement.

Ce programme comprend plusieurs mécanismes incitatifs, notamment les exemptions fiscales pour les entreprises qui recrutent des jeunes diplômés, la dotation de 50 milliards de FCFA inscrite dans la loi de finances pour soutenir l'entrepreneuriat, ainsi que le renforcement du Fonds national de l'emploi (Fne). À cela s'ajoutent les travaux publics à Haute intensité de main d'œuvre (Himo), destinés à offrir des opportunités immédiates d'insertion professionnelle. « Tous ces efforts sont un début de concrétisation des engagements que j'ai pris récemment à votre égard », souligne le Chef de l'État, appelant la jeunesse à la persévérance et à la confiance en ses capacités.



Former pour créer des opportunités

Au-delà des emplois salariés, Paul Biya met l'accent sur la formation comme levier essentiel du développement. « Mon objectif est d'offrir au plus grand nombre d'entre vous, la possibilité d'accéder à une formation de qualité, vous permettant non seulement de trouver des emplois, mais également d'en créer », déclare-t-il, alors.

Le Président rappelle que les recrutements dans le secteur public et privé ne suffiront pas à résorber durablement le chômage. Il encourage ainsi l'esprit d'entreprise chez les jeunes et promis un encadrement plus structuré des initiatives entrepreneuriales. Il salue ceux qui s'illustrent déjà dans la transformation agricole, la construction, les services et le numérique, des secteurs reconnus par les analyses économiques nationales comme porteurs de croissance. « Chaque jour qui passe, vous vous illustrez avec audace et compétence dans tous les secteurs de la vie de la nation », affirme-t-il, rendant hommage aux jeunes du secteur informel qui contribuent à l'économie réelle.

Le discours présidentiel ouvre également la perspective d'une plus grande implication des jeunes dans la gestion des affaires publiques. Paul Biya évoque le renouvellement des dirigeants des sociétés d'État, la formation du

prochain gouvernement et les prochaines élections comme autant d'opportunités pour une montée en responsabilité de la jeunesse.

Cette ouverture s'accompagne d'un appel ferme au civisme. « L'avenir de notre cher et beau pays repose entre vos mains », rappelle-t-il encore, exhortant les jeunes à tourner le dos à la délinquance, à l'abus d'alcool, à l'usage des stupéfiants et aux dérives liées aux réseaux sociaux. Il interpelle également les parents et les éducateurs sur leur rôle dans la protection des jeunes, notamment des jeunes filles souvent victimes de harcèlement et d'abus.

Ilalue la maturité et la contribution de la jeunesse à l'édification nationale. « Je vous engage à continuer d'œuvrer à la préservation de nos précieux acquis que sont la paix, l'unité nationale et la stabilité de nos institutions », déclare-t-il

Le Chef de l'État réitère son engagement à créer « les conditions les plus favorables à votre épanouissement », à travers des réformes de l'administration publique et une lutte renforcée contre la corruption et les détournements de deniers publics. Il salue la maturité et la contribution de la jeunesse à l'édification nationale. « Je vous engage à continuer d'œuvrer à la préservation de nos précieux acquis que sont la paix, l'unité nationale et la stabilité de nos institutions », déclare-t-il, donnant à la Fête de la Jeunesse 2026 un ton résolument tourné vers l'emploi, l'entrepreneuriat et l'avenir professionnel des jeunes Camerounais.

Ange Pouamoun

AMINATOU, JURISTE

« Quand il parle de nos peurs, nos frustrations et nos espoirs, je me reconnais... »

J'ai écouté le discours du Chef de l'État avec attention, comme beaucoup de jeunes en ce 60^e anniversaire de la Fête de la Jeunesse. Quand il parle de nos peurs, de nos frustrations et de nos espoirs, je me reconnais. Oui, nous sommes nombreux à nous battre chaque jour entre diplômes en poche et portes closes. Nous sommes nombreux à chercher notre place dans une économie qui ne nous attend pas toujours.

J'ai entendu les annonces : 50 milliards pour l'entrepreneuriat des jeunes, des exonérations pour les entreprises qui recrutent, un soutien accru au Fonds national de l'emploi, l'intégration dans les travaux à haute intensité de main-d'œuvre. Sur le

papier, ces mesures peuvent changer des trajectoires. Elles peuvent transformer des idées en entreprises, des stages en emplois, des initiatives isolées en projets viables. Mais notre génération attend plus que des promesses ; nous attendons l'effectivité, la transparence et l'accès équitable à ces opportunités.

Je retiens aussi l'appel à la responsabilité. Il est vrai que l'avenir du Cameroun repose sur nous. Mais pour être responsables, nous avons besoin d'un environnement qui nous permette d'agir ; une formation adaptée au marché, un accompagnement réel, des financements accessibles sans barrières invisibles. Nous ne demandons pas des priviléges, nous demandons des



Je retiens aussi l'appel à la responsabilité. Il est vrai que l'avenir du Cameroun repose sur nous.

lorise des millions d'efforts silencieux. Mais elle doit s'accompagner d'une meilleure structuration de ce secteur, pour que le travail rime avec protection et progression.

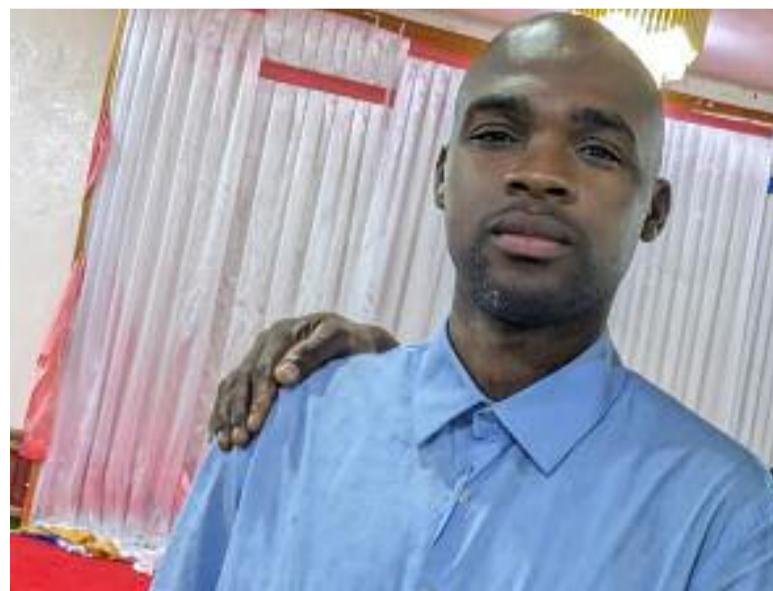
Nous, jeunes Camerounais, sommes prêts à prendre des responsabilités, dans les entreprises comme dans la gestion publique. Nous voulons participer, décider, construire. La jeunesse n'est pas seulement une force électorale, elle est une force économique et sociale. Si les engagements annoncés deviennent réalité, alors cette 60^e Fête de la Jeunesse marquera un tournant. Sinon, elle restera un rendez-vous de plus avec nos attentes.

Recueillis par Nancy Ngo Tjeck

ENGNEGUE BAYEMI, SOCIOLOGUE

« Le père de la Nation tient un discours davantage spéculatif que concret. »

J'estime que le Père de la Nation tient un discours davantage spéculatif que concret. Il annonce régulièrement des recrutements et des financements destinés aux jeunes. Pourtant, sur le terrain, la grande majorité de la jeunesse ne ressent pas réellement les effets de ces mesures. Les recrutements et appuis financiers souvent proclamés restent peu perceptibles dans la vie quotidienne des jeunes. Il existe donc



un décalage manifeste entre les annonces présidentielles et la

réalité observée.

Par ailleurs, sur le plan statistique, le taux de chômage continue d'augmenter, ce qui soulève de sérieuses interrogations quant à l'efficacité des politiques mises en œuvre.

Le Président encourage fortement l'auto-emploi et oriente les jeunes vers l'entrepreneuriat. Toutefois, cette orientation se heurte à de nombreuses difficultés pratiques. Les procédures de création d'entre-

prise demeurent lourdes et complexes. À cela s'ajoutent des contraintes administratives et des charges fiscales qui constituent de véritables obstacles pour de nombreux jeunes porteurs de projets.

En définitive, entre les ambitions affichées et les réalités du terrain, un écart persiste, nourrissant frustration et incompréhension au sein de la jeunesse.

Recueillis par Nancy Ngo Tjeck

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Le Village Jeunesse met le savoir-faire au travail

Installé au Musée national de Yaoundé, le Village Jeunesse s'impose comme une vitrine stratégique des compétences juvéniles et un levier concret d'employabilité. Inauguré le 5 février 2026 par le Ministre Mounouna Foutsou, l'espace traduit la volonté de l'État de transformer l'énergie des jeunes en valeur économique et sociale.

Dès les premières heures, l'effervescence est palpable au Musée national de Yaoundé. Stands professionnels, démonstrations pratiques, échanges directs avec des institutions et partenaires économiques : le Village Jeunesse n'a rien d'une exposition ordinaire. Il se présente comme un marché du travail en miniature, où les jeunes ne viennent pas seulement montrer ce qu'ils savent faire, mais surtout chercher des débouchés, des formations et des opportunités concrètes.

Logé au cœur de la capitale politique, cet espace socio-éducatif et participatif a été officiellement inauguré le jeudi 5 février 2026 par le Ministre de la Jeunesse et de l'Education civique, Mounouna Foutsou, qui a salué la capacité des jeunes Camerounais à innover, créer et proposer des solutions utiles au développement national.

Un espace passerelle entre compétences et opportunités

Pensé comme un dispositif inclusif, le Village Jeunesse combine exposition



interactive, mentorat, formation et mise en réseau. Pour cette 12^e édition, l'accent est mis sur la valorisation des savoir-faire et la connexion directe avec le monde professionnel. Les jeunes entrepreneurs, artisans, porteurs de projets et innovateurs y trouvent un cadre structuré pour présenter leurs activités, tester leurs idées et dialoguer avec des partenaires institutionnels.

« Le Village Jeunesse n'est pas un événement de distraction, mais un outil d'orientation et d'insertion socio-professionnelle », a rappelé le Ministre Mounouna Foutsou, soulignant que l'objectif est de « faire émerger une jeunesse productive, responsable et économiquement autonome ».

Les partenaires institutionnels et économiques, de leur côté, ont profité de l'espace pour présenter des dispositifs d'accompagnement, des offres de formation, des programmes d'entrepreneuriat et des opportunités de volontariat, renforçant ainsi le lien entre politiques publiques et réalités du ter-

rain.

Des journées thématiques pour former et responsabiliser

Les activités du Village Jeunesse s'articulent autour de journées thématiques ciblées : commémoration, promotion du civisme, échanges socio-éducatifs, volontariat et protection de l'environnement. À cela se sont ajoutées les journées portes ouvertes des Forces de défense et de sécurité, des ministères sectoriels, ainsi que des espaces dédiés à l'entrepreneuriat jeune, à la diaspora, à l'animation sportive et à l'expression culturelle.

Cette diversité d'approches traduit une vision globale du travail chez les jeunes, intégrant compétences techniques, valeurs citoyennes et ouverture culturelle. « Il ne s'agit pas seulement de créer des emplois, mais de former des citoyens utiles et compétents », a insisté un responsable institutionnel présent sur le site.

En parcourant les stands, le ministre a pu constater « la maturité croissante des projets portés par les jeunes » et les a exhortés à cultiver l'innovation et la persévérance, indispensables à la construction du Cameroun de demain.

Organisés dans toutes les régions du pays à l'occasion de la Fête de la Jeunesse, les Villages Jeunesse s'affirment ainsi comme un outil structurant de politique de l'emploi des jeunes. Plus qu'un événement, ils dessinent une orientation claire : faire du savoir-faire juvénile un moteur durable du développement national.

Nancy Ngo Tjeck

Les activités du Village Jeunesse s'articulent autour de journées thématiques ciblées : commémoration, promotion du civisme, échanges socio-éducatifs, volontariat et protection de l'environnement.

DIALOGUE JEUNESSE/ÉTAT

Rapprocher l'action publique des aspirations des jeunes

À l'occasion de la 60^e édition de la Fête de la Jeunesse, le Gouvernement camerounais ouvre un cadre d'échanges directs avec les jeunes autour de l'éducation, de la formation, du sport et de l'insertion professionnelle. Une initiative stratégique pour aligner les politiques publiques sur les réalités du terrain.

Faire tomber les barrières entre la jeunesse et l'action gouvernementale. Tel est l'objectif central des échanges sectoriels entre les jeunes et les membres du Gouvernement, officiellement ouverts le mardi 03 février 2026 à la salle des convivialités du Musée national de Yaoundé. Cette première session, axée sur l'éducation, la formation, la culture, les sports et les loisirs, s'inscrit dans la dynamique de



Le Minjec, Mounouna Foutsou, a présenté les dispositifs gouvernementaux dédiés à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et de l'engagement civique des jeunes.

la célébration du soixanteenaire de la Fête de la Jeunesse, avec une ambition claire : mieux arrimer les politiques publiques aux attentes concrètes des jeunes Camerounais.

Conduite par le Ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, René Emmanuel Sadi, la cérémonie d'ouverture a posé les bases d'un dialogue franc et structuré. Dans son allocution, il a souligné que « ces échanges visent à édifier davantage les jeunes sur les dispositifs mis en place par l'État pour leur promotion sociale et économique ». Insistant sur la responsabilité partagée, il a appelé la jeunesse à « s'approprier les opportunités offertes par les politiques publiques », tout en réaffirmant l'engagement du Gouvernement à renforcer les mécanismes d'accompagnement vers l'emploi et l'entrepreneuriat.

Former au-delà des parcours classiques

Au cœur des débats, la question de la formation professionnelle et de l'employabilité a occupé

une place centrale. Interpellé par un étudiant sur les débouchés dans les métiers connexes au sport, le Ministre des Sports et de l'Éducation Physique Minjec), Narcisse Mouelle Kombi, a rappelé que « le sport ne se limite pas à la carrière d'athlète », évoquant des opportunités dans l'encadrement, la gestion, l'administration et la médecine du sport.

Dans la même dynamique, la Ministre des Enseignements Secondaires (Minesec) a mis en lumière les réformes et initiatives visant à faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes à l'issue du secondaire, tandis que le Secrétaire Général du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Minefop) a détaillé les mécanismes de formation qualifiante et d'accompagnement vers les métiers porteurs.

Une jeunesse au cœur de la cohésion sociale

Au-delà de l'emploi, ces échanges ont également permis d'aborder les enjeux de citoyenneté et de stabilité sociale. Le

Minjec, Mounouna Foutsou, a présenté les dispositifs gouvernementaux dédiés à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et de l'engagement civique des jeunes. Pour sa part, la Présidente du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun, Fadimatou Iyawa Ousmanou, a salué une initiative qui « replace la jeunesse au centre des préoccupations nationales », invitant les participants à tirer pleinement profit de cet espace d'expression.

Dans son mot de clôture, le Ministre de la Communication (Mincom) a dressé un bilan jugé satisfaisant, exhortant les jeunes à entretenir un dialogue permanent avec les administrations publiques. Plus qu'un simple cadre d'échanges, cette rencontre marque une volonté affirmée de co-construction des politiques de formation et d'insertion, condition essentielle pour transformer le potentiel démographique du Cameroun en véritable levier de développement.

Nancy Ngo Tjeck

DR. CÉDRIC KENGMO, SOCIOLOGUE - SPÉCIALISTE DE LA JEUNESSE**« Un thème ne doit pas juste être un slogan politique. Il doit s'appuyer sur des actes concrets et non sur l'espérance »**

Le spécialiste de la jeunesse analyse la problématique de la fête de la jeunesse à la lumière du thème choisi.

Le thème de la 60e édition de la fête de la jeunesse est « Jeunesse au cœur des grandes espérances, pour un Cameroun uni, stable et prospère ». Selon vous, ce thème est-il en adéquation ou en déphasage avec les exigences actuelles vis-à-vis de la jeunesse ?

Le thème tel qu'il est formulé au regard des problèmes actuels que vit la jeunesse est révélateur de ce qu'il y a réellement un gap entre les jeunes et les politiques ou la jeunesse et la politique. Parler d'espérance dans un contexte où des actions concrètes doivent être menées c'est demander à la jeunesse de continuer à attendre son tour, de continuer à prier, à espérer pouvoir jouer sa participation dans le processus de prise et de mise en œuvre des décisions.

Ce thème montre que l'État est dépassé et s'en remet également au divin vers qui on sollicite l'espérance pour une vie meilleure, une vie après la mort. Cette vie de la jeunesse sur le plan institutionnel n'est envisageable qu'après la résurrection et pour qu'il y ait résurrection, il faut d'abord la mort du système actuel. Mais, ce système prie également pour sa longévité et cela nous entraîne dans un tourbillon sémantique et politique où l'on se perd dans les idées, les actions et les attentes. La jeunesse espère que ça change mais on lui promet l'espérance pour perpétuer ses attentes. Quand est-ce que le fer de lance de la nation sera utilisé ? Il finira par rouiller dans l'attente et sur les intempéries de la vie.

Mais, ce thème peut également trouver son sens si des actions concrètes sont menées en intégrant et impliquant les jeunes qui attendent, dans les sphères politico-administratives. Cela démontrera que la foi et l'espérance après le travail sont les maîtres mots de la réussite. Un discours a été donné, une promesse a été faite sur les jeunes et les femmes. Nous attendons de voir ce qui sera dit à la jeunesse au soir du 10 février, après que ces discours n'aient trouvé aucune action concrète jusqu'à présent.

Le mois de janvier dernier, nous avons vu une fois de plus, une jeunesse en déroute, via des vidéos où la dépravation de mœurs est à son paroxysme (consommation des drogues en milieu scolaire, des sextapes, etc). Dans ce contexte, quel rôle doit jouer la fête de la jeunesse aujourd'hui ? Que doit-on faire concrètement ?

La jeunesse camerounaise vit actuellement trois principaux maux : la pau-



vreté, le chômage et la crise de reconnaissance. Ces maux mis ensemble participent en effet à accentuer les déviances que vous venez d'évoquer. Le contexte économique actuel qui se veut particulièrement difficile pour les parents, ne participe pas à ce que les besoins élémentaires des jeunes soient satisfaits. Par conséquent, la pauvreté va pousser ces derniers à chercher à satisfaire leurs besoins élémentaires par les moyens accessibles qui s'offrent à eux. C'est pourquoi vous allez constater la montée en puissance de toutes formes de dérives sexuelles (prostitution, sextapes), de violences pour avoir le bien d'autrui (vols, agressions, phénomène des microbes). Pour pallier au chômage, les réseaux sociaux avec leur attrait vont participer à faire émerger le métier d'influenceur ou de créateur de contenus qui ne demande juste que comme investissement, un smartphone et une connexion Internet. Cela aura comme conséquence le développement des communautés numériques où les jeunes vont passer plus de temps dans le monde virtuel à suivre ces contenus, que dans le monde réel, développant ainsi de nouvelles formes de sociabilité issues de la mondialisation qu'offre internet.

Dans ce contexte, la fête de la jeunesse doit être un moment de sensibilisation, d'orientation et surtout d'ouverture de débats francs avec et pour les jeunes. C'est également le moment où des réponses institutionnelles doivent être apportées aux problèmes des jeunes. C'est également un moment d'évaluation des politiques antérieures et de réorientation des politiques futures en faveur de la jeunesse. Nous devons célébrer des

avancées et non des régressions.

S'il ne tenait qu'à vous, qu'auriez-vous choisi comme thème pour cette édition 2026 ? Pourquoi ?

Le changement annuel de thématiques ne change en rien les problèmes qui sont les mêmes depuis plus d'une décennie. Si le thème sert de guide d'une politique, il faut également que cette politique présente ses résultats avant de passer à un autre thème. Les jeunes font face aux défis de la formation et de l'adéquation de leur formation au marché de l'emploi. À ce titre, il faut dans un premier temps refaire les états généraux de l'éducation pour répondre à la question : Quel Camerounais voulons-nous en 2035 au moment de notre émergence ? La réponse à cette question va permettre de mettre en place un programme éducatif et de formation avec emploi qui pourra faire l'objet d'évaluation à chaque célébration de la fête de la jeunesse. Ainsi les thèmes seront fonction des différentes étapes du programme en question.

Un thème ne doit pas juste être un slogan politique. Il doit s'appuyer sur des actes concrets et non sur l'espérance. L'introduction des outils informatiques et de l'intelligence artificielle doit nous amener à repenser l'orientation des jeunes à la fois sur le plan éducatif et professionnel. Les métiers en lien avec le numérique doivent se développer dans un cadre juridique et social encadré. Pour le moment nous n'avons rien à célébrer avec des jeunes dans l'espérance. C'est pourquoi il m'est difficile de formuler un thème de célébration. Si oui, un thème de réflexion pour des actions à mener. Dans ce cas je dirai : Quel jeune voulons-nous, pour quel Cameroun émergent en 2035 ?

Que faut-il faire pour renforcer la symbolique de la fête de la jeunesse aujourd'hui qui semble biaisée dans le fond ?

La fête de la jeunesse s'est réduite aujourd'hui à des discours et slogans politiques qui font en sorte que les jeunes ne croient plus aux institutions. On parle de mandat des femmes et des jeunes mais jusqu'à présent cela reste un discours car dans les faits ceux qu'on considère comme jeunes dans les sphères politico-administratives ne sont pas les jeunes institutionnellement normés à la tranche de 15-35 ans. Il convient dès lors de savoir quels jeunes célébrons-nous car un autre discours donne les 7 à 77 ans comme jeunes. La fête de la jeunesse telle que célébrée dans notre pays, reste un moment d'imprégnation des valeurs patriotiques chez les lycées et collégiens à travers les défilés.

La fête de la jeunesse s'est réduite aujourd'hui à des discours et slogans politiques qui font en sorte que les jeunes ne croient plus aux institutions. On parle de mandat des femmes et des jeunes mais jusqu'à présent cela reste un discours car dans les faits ceux qu'on considère comme jeunes dans les sphères politico-administratives ne sont pas les jeunes institutionnellement normés à la tranche de 15-35 ans.

Interview réalisée par

Laurentin Alima

G-LAURENTINE ASSIGA, PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORGANISATION DE LA CMPC-GPFM

« Nous renforçons la dimension internationale et immersive de la Cmpc cette année »

D'où vous est venue l'idée de créer la Coupe du monde de la presse culturelle, baptisée Grand prix francophilie des médias ?

L'idée est née d'un silence. Un silence autour de celles et ceux qui racontent la culture, qui la documentent, la transmettent et la protègent. J'ai longtemps observé que le journalisme culturel, pourtant essentiel à la mémoire et à l'identité des peuples, restait marginalisé dans les grands récits médiatiques mondiaux. La Coupe du monde de la presse culturelle (Cmpc) est née de cette volonté de rompre le silence, de créer un espace mondial où les journalistes culturels seraient enfin reconnus à leur juste valeur.

Quels sont les objectifs visés par la Cmpc ?

Depuis sa création, la Cmpc poursuit une mission claire : révéler, légitimer et projeter sur la scène internationale les talents médiatiques du monde entier. Il ne s'agit pas uniquement de primer des œuvres, mais de transformer des parcours. Les lauréats bénéficient de mobilités professionnelles, de séjours immersifs au sein de médias internationaux, d'une visibilité accrue et d'une reconnaissance institutionnelle qui impacte durablement leur carrière. C'est un outil de soft power culturel, un levier de diplomatie et un accélérateur de trajectoires professionnelles.

Pour l'édition 2026, le thème est : "Gastronomie traditionnelle, connexion des peuples". Pourquoi ce choix ?

Parce que la gastronomie est l'un des langages universels les plus puissants. Elle raconte les peuples avant même qu'ils ne parlent. À travers les recettes, les gestes, les produits et les rituels alimentaires, on lit l'histoire des migrations, des échanges, des résistances et des métissages. Ce thème invite les journalistes à dépasser la chronique culinaire pour explorer les dimensions culturelles, identitaires, sociales et même



Le jury est l'un des piliers de la crédibilité de la Cmpc. Il est composé de journalistes de renommée internationale, d'universitaires, d'experts culturels et d'acteurs majeurs des industries créatives et médiatiques.

géopolitiques de l'alimentation. Dans un monde fragmenté, la gastronomie traditionnelle nous rappelle que nous sommes profondément connectés.

Nous sommes à la 7^e édition de la Cmpc. Y a-t-il des innovations majeures prévues ?

Oui, cette 7^e édition marque une étape importante. Nous renforçons la dimension internationale et immersive de l'événement, avec davantage de partenariats, de résidences professionnelles et d'échanges transcontinentaux. Nous intégrons aussi de nouveaux formats narratifs et numériques, tout en conservant une exigence éditoriale élevée. Cette édition affirme plus que jamais le caractère mondial de la Coupe : qu'un lauréat soit camerounais, sénégalais, chinois, belge, arabe ou latino-américain, il bénéficie des mêmes opportunités de projection internationale.

Parlez-nous des candidats. Quels sont les critères de sélection et les types de travaux attendus ?

Les candidats viennent de tous les continents. Ce sont des journalistes, reporters, critiques culturels, producteurs de contenus édito-

riaux. Les critères reposent sur la qualité journalistique, la profondeur de l'analyse, l'originalité du regard et l'impact culturel du travail présenté. Les productions peuvent être écrites, audiovisuelles ou numériques, mais elles doivent dialoguer de manière forte avec le thème de l'édition. Le thème n'est jamais décoratif : il est au cœur de la réflexion et de la création.

Parlez-nous de la qualité du jury ?

Le jury est l'un des piliers de la crédibilité de la Cmpc. Il est composé de journalistes de renommée internationale, d'universitaires, d'experts culturels et d'acteurs majeurs des industries créatives et médiatiques. Sa diversité géographique et disciplinaire garantit une évaluation juste, exigeante et décentrée. Ici, les œuvres sont jugées selon des standards d'excellence partagés, au-delà des frontières culturelles.

En plus d'être une compétition, la Coupe du monde de la presse culturelle se présente aussi comme un festival. Quelles sont les activités prévues cette année ?

La Coupe du monde de la presse culturelle est effectivement un festival à part entière, pensé comme un espace de circulation et de mobilité des artistes. L'événement contribue activement à la mobilité artistique à travers l'organisation de showcases exclusifs dans plusieurs disciplines : mode, concours de beauté, musique, danse, cinéma, humour, conte. Ces showcases sont de véritables plateformes professionnelles, favorisant des rencontres exclusives entre artistes et professionnels de l'information culturelle venus du monde entier. Ce sont souvent des moments décisifs, où naissent des collaborations, des invitations et des opportunités de diffusion internationale. La cérémonie d'ouverture est un temps fort symbolique : un grand bouquet culturel durant lequel une aire culturelle du Cameroun, les pays à l'honneur et l'ensemble des pays participants sont mis en lumière. Ce moment culmine avec le lancer de la Colombe de la paix, symbole universel de dialogue, de fraternité et de la vocation profondément humaniste de la Coupe du monde de la presse culturelle.

Que diriez-vous du journalisme culturel à ceux qui découvrent cette spécialité ?

Je leur dirais que le journalisme culturel est un journalisme de profondeur et de responsabilité. Il raconte ce que les sociétés sont, ce qu'elles ont été et ce qu'elles aspirent à devenir. Il préserve la mémoire, éclaire le présent et ouvre des futurs. Dans un monde dominé par l'instantanéité, le journalisme culturel prend le temps. Et c'est précisément pour cela qu'il est indispensable. La Coupe du monde de la presse culturelle continue de grandir, parfois dans le silence, mais toujours avec la certitude que la culture, lorsqu'elle est racontée avec exigence, peut rassembler le monde. Je me réjouis aujourd'hui de l'impact de notre événement dans le monde. Les Etats posent un nouveau regard sur les journalistes culturels. Ceux qui candidatent à l'événement sont considérés comme des ambassadeurs de leur pays. Comme pour les sportifs allant défendre leur nation à la Coupe du monde de football, ils bénéficient de la même considération. A leur retour au pays, ils sont célébrés dignement en cas de victoire. Le 10 janvier dernier, le Président de la République du Niger a reçu le Vice-champion du monde de presse culturelle Sanda Nakale et la Championne du monde de presse radio, Amina Dioffo. Quelques mois au paravant les autorités sénégalaises recevaient la Championne du monde Fatou Diouf de Walf Tv. Ce ne sont que des exemples. Ici au Cameroun, les autorités et les autorités diplomatiques accordent autant des audiences. Vous comprenez donc qu'exercer comme journaliste culturel donne une plus-value stratégique.

Interview réalisée par Laurentin Alima

EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS

Le défi des Ipes

Réunis à Douala sous l'impulsion du Minesup, les promoteurs des Instituts privés d'enseignement supérieur (Ipes) ont engagé une réforme profonde fondée sur la démarche qualité, pour restaurer la crédibilité des diplômes et renforcer l'employabilité des diplômés.

La question de la qualité de la formation dans les Instituts privés d'enseignement supérieur s'est imposée comme un enjeu national. Le vendredi 6 février 2026 à l'Institut universitaire de technologie (Iut) de Douala, la Direction des accréditations universitaires et de la Qualité a réuni les promoteurs des Ipes autour d'un objectif clair : faire de la démarche qualité la clé de voûte du modèle université entreprise et du concept d'étudiant entrepreneur prôné par le ministère de l'Enseignement supérieur.

Cette rencontre, tenue sur instructions du Ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, le Professeur Jacques Fame Ndongo, s'inscrit dans la dynamique des réformes engagées depuis plusieurs années pour aligner les formations sur les standards internationaux de qualité académique et professionnelle.

Selon les orientations officielles du Minesup, l'enseignement supérieur doit désormais produire des compétences immédiatement exploitable par le marché du travail et soutenir l'auto emploi des jeunes dans un contexte marqué par la montée du chômage diplômé. Ouvrant les travaux, le Professeur Jacques Etame, Directeur de l'Iut de Douala et Coordonnateur du centre d'examen Bts-Hnd de Douala, a mis en lumière l'importance d'une



formation fondée sur l'action et l'innovation. « La pédagogie par projet n'est plus une option. Elle constitue aujourd'hui un levier stratégique pour rapprocher l'université de l'entreprise et transformer l'étudiant en acteur de sa propre insertion professionnelle », a-t-il déclaré devant les promoteurs des Ipes.

Il a souligné que les pays qui ont réussi la mutation de leur système d'enseignement supérieur sont ceux qui ont misé sur les laboratoires d'innovation, les incubateurs universitaires et les partenariats avec les entreprises locales. Des expériences déjà amorcées au Cameroun à travers les centres de développement de l'entrepreneuriat universitaire et les programmes de professionnalisation soutenus par le Minesup et certains partenaires techniques.

Le rappel à l'ordre face aux contreperformances académiques

Le constat des résultats aux derniers examens nationaux Bts-Hnd a pesé lourdement dans les échanges. Pour le Professeur Nchouwat Amadou, Directeur des Accréditations universitaires et de la Qualité, le temps est venu de rompre avec les dérives qui fragilisent le système. « Nous devons opérer une rupture avec les

pratiques contraires à l'ex-

cellence académique. La démarche qualité impose la rigueur, la transparence et l'évaluation permanente », a-t-il martelé.

Dans la même logique, le Professeur Yanpelda a insisté sur l'obligation de respecter scrupuleusement les textes qui encadrent le fonctionnement des Ipes. « Le respect des normes n'est pas une contrainte administrative. C'est une condition de survie pour la crédibilité de nos diplômes et pour la confiance des familles et des entreprises », affirme-t-il, appelant à une responsabilisation accrue des promoteurs.

Ces prises de position rejoignent les recommandations des organismes internationaux tels que l'Unesco et l'Agence universitaire de la Francophonie, qui placent l'assurance qualité au cœur de la modernisation des systèmes éducatifs africains. Au terme des travaux, plusieurs résolutions majeures ont été adoptées pour enclencher une transformation durable du secteur. Il s'agit notamment de la révision des programmes d'enseignement avec un accent renforcé sur l'apprentissage pratique, la mutualisation des plateaux techniques entre établissements, la spécialisation des Ipes en fonction des opportunités économiques réelles

Selon les orientations officielles du Minesup, l'enseignement supérieur doit désormais produire des compétences immédiatement exploitable par le marché du travail et soutenir l'auto emploi des jeunes dans un contexte marqué par la montée du chômage diplômé.

de leurs zones d'implantation et la création systématique de structures d'évaluation interne.

Ces mesures visent à corriger la dispersion des offres de formation et à réduire l'écart entre diplômes délivrés et compétences réellement acquises. Pour de nombreux experts présents, cette orientation marque un tournant stratégique dans la gouvernance des Ipes, longtemps accusés d'une croissance quantitative au détriment de la qualité.

Vers l'étudiant entrepreneur et l'université performante

Au-delà des résolutions techniques, la rencontre de Douala a réaffirmé la vision portée par le Minesup d'un enseignement supérieur tourné vers la production de valeur économique et sociale. L'étudiant n'est plus seulement un apprenant mais un futur entrepreneur, tandis que l'université devient un espace de création d'emplois et d'innovation. « La synergie entre universités et entreprises est la condition du succès de l'étudiant entrepreneur au Cameroun », a conclu un responsable de la Dauq, soulignant que la démarche qualité constitue désormais un outil de pilotage stratégique pour l'ensemble des Ipes.

En engageant les promoteurs privés sur la voie de la rigueur et de l'excellence, l'Etat camerounais entend restaurer la crédibilité du système d'enseignement supérieur et répondre aux attentes d'une jeunesse en quête de compétences utiles et d'opportunités concrètes. La rencontre de Douala apparaît ainsi comme un signal fort d'une nouvelle ère où qualité rime avec employabilité et responsabilité.

Bomo Makeba

MÉRITE PROFESSIONNEL

200 Agents du Minfi décorés

Plus de 200 Agents du ministère des Finances (Minfi) ont été décorés au Palais des Congrès de Yaoundé lors de la cérémonie solennelle de présentation des vœux 2026, consacrant une année d'engagement au service de la performance budgétaire et de la gouvernance publique.

Le Palais des Congrès de Yaoundé a servi de cadre, le 6 février 2026, à la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An du Personnel du ministère des Finances. Présidée par le Ministre Louis Paul Motaze, assisté du Ministre Délégué Yaouba Abdoulaye, la rencontre a réuni les Agents des services centraux, déconcentrés et extérieurs dans une atmosphère de cohésion administrative et de reconnaissance institutionnelle.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement, notamment le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), le Ministre de la Décentralisation et du Développement local (Minddevel), ainsi que le Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). Cette forte mobilisation des autorités publiques a conféré à l'événement une portée nationale, traduisant l'importance stratégique du ministère des Finances dans la conduite des politiques publiques et la stabilisation macroéconomique du Cameroun.

Moment phare de la cérémonie, la distinction de plus de 200 Personnels pour leur engagement professionnel a suscité une vive émotion dans la salle. Des décorations aux grades de Commandeur, Officier et Chevalier des ordres nationaux ont été



attribuées à des Agents ayant marqué l'administration par leur rigueur et leur sens du devoir.

À ces distinctions honorifiques se sont ajoutés des témoignages officiels de satisfaction, des mentions honorables et des lettres de félicitations, symboles d'une reconnaissance institutionnelle élargie.

Dans son allocution, le Minfi a salué « l'esprit de discipline, de loyauté et de performance qui anime les personnels du Minfi », soulignant que ces distinctions récompensent non seulement des parcours individuels, mais aussi une dynamique collective tournée vers la modernisation de l'administration financière. « La qualité du service public commence par la reconnaissance du mérite. C'est en valorisant l'effort et l'intégrité que nous batissons une administration crédible et respectée », a déclaré Louis Paul Motaze devant un auditoire attentif.

L'amélioration du climat des affaires et l'optimisation des recettes internes

Cette cérémonie intervient

Dans son allocution, le Minfi a salué « l'esprit de discipline, de loyauté et de performance qui anime les personnels du Minfi », soulignant que ces distinctions récompensent non seulement des parcours individuels, mais aussi une dynamique collective tournée vers la modernisation de l'administration financière.

dans un contexte marqué par la poursuite des réformes engagées dans le secteur des finances publiques. Selon les données publiées par le ministère et relayées par des plateformes institutionnelles, le Cameroun a intensifié la digitalisation des procédures fiscales et douanières, renforcé les mécanismes de traçabilité budgétaire et amélioré la transparence dans la gestion des recettes et des dépenses de l'État.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des recommandations des partenaires techniques et financiers, notamment le Fonds monétaire international (Fmi) et la Banque mondiale, qui saluent régulièrement les avancées du pays en matière de gouvernance financière. Le Ministre délégué Yaouba Abdoulaye a, pour sa part, insisté sur la dimension humaine de la performance administrative. « Derrière chaque chiffre budgétaire, il y a des femmes et des hommes engagés au quotidien. Ces décorations sont le reflet de leur contribution silencieuse mais essentielle à la stabilité

économique nationale », a-t-il affirmé.

Au-delà de la symbolique, la cérémonie a été l'occasion de rappeler les priorités du ministère pour l'année 2026, notamment l'amélioration du climat des affaires, l'optimisation des recettes internes, la lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la consolidation de la décentralisation financière au profit des collectivités territoriales. Des objectifs qui font du Personnel décoré les Ambassadeurs d'une administration moderne, performante et orientée vers les résultats.

En réunissant reconnaissance, perspectives et engagement collectif, la cérémonie de présentation des vœux 2026 du ministère des Finances s'est imposée comme un temps fort de la vie administrative nationale. Elle confirme la volonté des autorités de placer le capital humain au cœur de la réforme de l'État et de faire de l'excellence professionnelle un levier majeur du développement et de la confiance publique.

Ange Pouamoun